

[Text]

where there are two kinds of people in our society, those who are very well off and those who cannot afford even to build a bungalow.

I think the government itself is not helping out any; they are not recognizing the value of the family, and in that sense they are certainly not recognizing the woman who stays home to bring up her family. I feel many things could be done. The maternity benefit should be extended for a year at least, because this separation of child and mother at about four to six months is traumatic for both of them. We are certainly not recognizing what that mother is doing for the future of her family by making that tremendous sacrifice of staying home.

I think we need a lot of education to have us recognize families. I notice one movement was made the other day in the paper, where the St. John Ambulance is giving courses for mothers who are staying home and those who will take children into their homes.

I wanted to make that point, because I think until we recognize the value of mothers in the home and the value of families and the necessity of encouraging our government to do something more for families, then we are still going to be in the same position and that mother is going to be in the same position.

The Chairman: We appreciate having those additional comments. Again, thank you all for the very fine submission to us this morning.

Ladies and gentlemen, I would now like to call on the chairman of the P.E.I. Human Rights Commission, Mr. Allan S. MacDonald, and the executive director, Thomas Klewin, to come forward. We are looking forward to hearing from the Human Rights Commission. I thank you for having provided us already with a copy of your submission, entitled *Reflections on Equality in Canada*.

Our format, as you have had a chance to well observe during your waiting period, is to invite you to speak to the issues that are raised, as you see it, in light of section 15, then with time permitting have some questioning from the Members of Parliament on the committee. So welcome.

Mr. Clinch: Is it your intention to read the brief, Mr. MacDonald? We have had an opportunity to read it. I would like to sit here and dialogue with you on human rights in the island. I have had an opportunity to read your brief. We can have it read into the record if it is the case that you would like to highlight it, rather than go through the brief as it is.

[Translation]

répondu que je devais admettre que nous arrivions presque au point où il n'y a plus que deux catégories de personnes dans notre société, celles qui sont très à l'aise et celles qui n'ont même pas les moyens de se faire construire un bungalow.

Je pense que le gouvernement lui-même ne vient en aide à aucune personne au foyer; il ne reconnaît pas la valeur de la famille et, en ce sens, il ne reconnaît certainement pas la femme qui reste à la maison pour élever sa famille. J'estime que beaucoup de choses pourraient être faites. La durée des prestations de maternité devrait être portée à un an au moins, parce que le fait de séparer l'enfant de sa mère au bout de quatre ou six mois est traumatisant pour les deux. Nous ne reconnaissons sûrement pas ce que cette mère fait pour l'avenir de sa famille en faisant cet énorme sacrifice de demeurer à la maison.

Je pense qu'il va falloir créer beaucoup de programmes d'éducation pour nous faire reconnaître l'existence de la famille. J'ai pris connaissance l'autre jour dans le journal d'une initiative qui avait été entreprise en ce sens, il s'agit de la Société d'ambulance St-Jean qui donne des cours aux mères qui demeurent à la maison et aux personnes qui garderont des enfants dans leurs maisons.

J'ai voulu relever ce point, parce que je pense que tant que nous n'aurons pas reconnu la valeur des mères au foyer et la valeur de la famille et tant que nous n'aurons pas reconnu la nécessité d'inciter notre gouvernement à faire plus pour les familles, rien ne changera et la situation des mères demeurera inchangée.

Le président: Nous vous sommes reconnaissants de ces commentaires additionnels. Encore une fois, merci à vous tous pour le très bon exposé que vous nous avez présenté ce matin.

Mesdames et messieurs, je voudrais maintenant inviter le président de la Commission des droits de la personne de l'I.-P.-E., M. Allan S. MacDonald et le directeur administratif, M. Thomas Klewin, à se présenter. Nous sommes impatients d'entendre les commentaires de la Commission des droits de la personne. Je vous remercie de nous avoir déjà fait parvenir une copie de votre mémoire intitulé *Reflections on Equality in Canada*.

Notre façon de procéder, comme vous avez eu la chance de vous en apercevoir pendant que vous attendiez, est la suivante: nous vous invitons à parler des points soulevés, comme vous le voyez, par les discussions au sujet de l'article 15, puis si le temps le permet, les députés qui sont membres du comité poseront quelques questions. Sur ces mots, nous vous souhaitons la bienvenue.

M. Clinch: Avez-vous l'intention de nous lire votre exposé, monsieur MacDonald? Nous avons déjà eu l'occasion de le lire. Je voudrais m'asseoir et dialoguer ici avec vous au sujet des droits de la personne dans l'île. Nous avons déjà eu l'occasion de lire votre mémoire. Si vous voulez mettre certains points en évidence, nous pouvons en faire la lecture pour les consigner dans le compte rendu, au lieu de lire le texte intégral.